



Convention sur la diversité biologique

Distr.
GÉNÉRALE

UNEP/CBD/ICNP/1/4
5 mai 2011

FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

COMITÉ INTERGOUVERNEMENTAL SPÉCIAL À COMPOSITION NON LIMITÉE POUR LE PROTOCOLE DE NAGOYA SUR L'ACCÈS AUX RESSOURCES GÉNÉTIQUES ET LE PARTAGE JUSTE ET ÉQUITABLE DES AVANTAGES DÉCOULANT DE LEUR UTILISATION

Première réunion

Montréal, 5-10 juin 2011

Point 4 de l'ordre du jour provisoire*

MESURES PROPRES À FACILITER LE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS, LA CRÉATION DE CAPACITÉS ET LE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS HUMAINES ET INSTITUTIONNELLES DANS LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT ET LES PARTIES À ÉCONOMIE EN TRANSITION

Note du Secrétaire exécutif

I. INTRODUCTION

1. La Conférence des Parties, à sa dixième réunion tenue en octobre 2010, a confié au Comité intergouvernemental spécial à composition non limitée pour le Protocole de Nagoya (CIPN) le mandat d'examiner, à sa première réunion, « des mesures propres à faciliter la création et le renforcement des capacités, et le renforcement des ressources humaines et des capacités institutionnelles dans les pays en développement, en particulier les pays les moins avancés et les petits Etats insulaires en développement, ainsi que dans les pays Parties à économie en transition, tenant compte des besoins recensés par les Parties concernées » (article 22).¹

2. Au paragraphe 17 de la décision X/1, la Conférence des Parties a invité les Parties qui sont des pays en développement ainsi que les Parties à économie en transition à mettre à la disposition du Secrétaire exécutif de l'information sur leurs besoins en matière de création ou de renforcement des capacités et de renforcement des ressources humaines et des capacités institutionnelles afin d'assurer l'application efficace du Protocole, au maximum deux mois avant la première réunion du Comité intergouvernemental. Les notifications 2010-216 et 2010-217² de décembre 2006 invitent les Parties, les organisations internationales, les communautés autochtones et locales et les parties prenantes compétentes à soumettre des points de vue sur les mesures d'aide à la création ou au renforcement des capacités et au renforcement des ressources humaines et des capacités institutionnelles dans les pays en développement et les pays à économie en transition.

* UNEP/CBD/ICNP/1/1/Add.1.

¹ Décision X/1, annexe II, section A, point 2

² SCBD/ABS/VN/SG/74553.

/...

3. Le Secrétariat avait reçu des soumissions des pays et organisations suivants au 8 avril 2011 : Argentine, Burundi, Chine, Équateur, Guinée, Inde, Maroc, Mexique, Nigeria, Thaïlande, Togo, Union européenne, Viet Nam, le Réseau de coopération de l'Amazonie (REDCAM) et l'Assemblée des Premières nations (APN), ainsi qu'une soumission conjointe du Conseil des peuples autochtones des Maritimes et d'IKANAWTIKET Environmental Incorporated, du Conseil autochtone de la Nouvelle-Écosse, du Conseil autochtone de l'Île-du-Prince-Édouard, du Conseil autochtone du Nouveau-Brunswick et du Congrès des peuples autochtones. Ces soumissions sont disponibles sur le site <http://www.cbd.int/icnp1/submissions/> et sont résumées dans le document d'information UNEP/CBD/ICNP/1/INF/3.

4. Le présent document a été préparé par le Secrétaire exécutif afin d'aider le Comité intergouvernemental dans son examen de la question. La partie II du document propose un survol des dispositions sur le renforcement des capacités et le développement du Protocole de Nagoya. La partie III résume les initiatives de renforcement des capacités en matière d'accès et de partage des avantages réalisées en vertu de la Convention et les initiatives entreprises par d'autres parties. La partie IV porte sur les points de vue et l'information reçus sur le renforcement et le développement des capacités, et la partie V présente les mesures et les approches pour le renforcement des capacités que préconisent d'autres accords multilatéraux sur l'environnement, notamment le Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques et le Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture. La partie VI offre certaines conclusions et éléments à prendre en ligne de compte dans l'approche stratégique pour le renforcement des capacités, le développement des capacités et le renforcement des ressources humaines et des capacités institutionnelles afin d'appliquer le Protocole avec efficacité. La partie VII cerne les questions sur lesquelles le Comité intergouvernemental doit se pencher.

II. RENFORCEMENT ET DÉVELOPPEMENT DES CAPACITÉS EN VERTU DU PROTOCOLE DE NAGOYA SUR L'ACCÈS ET LE PARTAGE DES AVANTAGES

5. L'article 22 du Protocole aborde la question du renforcement et du développement des capacités des Parties qui sont des pays en développement et des Parties à économie en transition à appliquer le Protocole de manière efficiente. L'article 21, sur la sensibilisation, et l'article 25, sur les mécanismes et ressources financiers, sont également pertinents à l'examen des mesures pour aider au renforcement et au développement des capacités d'appliquer le Protocole de Nagoya.

6. Le paragraphe 1 de l'article 22 indique que les Parties coopéreront à la création et au développement de capacités et au renforcement des ressources humaines et des capacités institutionnelles en vue de la mise en œuvre efficace du Protocole dans les pays en développement Parties, en particulier dans les pays les moins avancés et dans les petits États insulaires en développement parmi eux, ainsi que dans les Parties à économie en transition, notamment par l'intermédiaire des institutions et organisations mondiales, régionales, sous-régionales et nationales. Dans ce contexte, les Parties devraient faciliter la participation des communautés autochtones et locales et des parties prenantes concernées, y compris les organisations non gouvernementales et le secteur privé.

7. Le paragraphe 3 du même article indique que « pour servir de base à l'adoption de mesures appropriées pour l'application du présent Protocole, les pays en développement Parties, en particulier les pays les moins avancés et les petits États insulaires en développement parmi eux, ainsi que les Parties à économie en transition, doivent identifier leurs besoins et leurs priorités en matière de capacités nationales au moyen d'autoévaluations des capacités. Ce faisant, ces Parties doivent soutenir les besoins et les priorités des communautés autochtones et locales et des parties prenantes concernées en matière de capacités recensés par celles-ci, en mettant l'accent sur les besoins de capacités et les priorités des femmes. » La décision X/1 invite les Parties à faire connaître leurs besoins de renforcement des capacités au Secrétaire exécutif, comme mentionné au paragraphe 2, ci-dessus.

8. Le paragraphe 4 de l'article 22 indique que « pour favoriser la mise en œuvre du Protocole, la création et le renforcement des capacités pourrait viser notamment les domaines essentiels suivants :

/...

- a) La capacité d'appliquer le Protocole et de satisfaire aux obligations qui en résultent;
- b) La capacité de négocier des conditions convenues d'un commun accord;
- c) La capacité d'élaborer, de mettre en œuvre et de faire respecter des mesures législatives, administratives ou de politique générale internes en matière d'accès et de partage des avantages; et
- d) La capacité des pays de développer leurs capacités endogènes de recherche afin d'ajouter de la valeur à leurs propres ressources génétiques."

9. Le paragraphe 5 de l'article 22 précise que « les mesures prises en application des paragraphes 1 à 4 ci-dessus peuvent inclure, entre autres :

- a) Le développement juridique et institutionnel;
- b) La promotion de l'équité et de la justice dans les négociations, par exemple par la formation en matière de négociation de conditions convenues d'un commun accord;
- c) La surveillance du respect des règles et la mise en conformité avec celles-ci;
- d) L'emploi des meilleurs outils de communication et systèmes Internet disponibles pour les activités relatives à l'accès et au partage des avantages;
- e) L'élaboration et l'utilisation de méthodes d'évaluation;
- f) La bioprospection, recherche associée et études taxonomiques;
- g) Le transfert de technologie ainsi que les infrastructures et la capacité technique permettant d'en assurer la pérennité;
- h) L'augmentation de la contribution des activités d'accès et de partage des avantages à la conservation de la diversité biologique et à l'utilisation durable de ses éléments constitutifs;
- i) Des mesures spéciales de renforcement des capacités des parties prenantes concernées en matière d'accès et de partage des avantages; et
- j) Des mesures spéciales de renforcement des capacités des communautés autochtones et locales en mettant l'accent sur les capacités des femmes de ces communautés, en matière d'accès aux ressources génétiques et/ou aux connaissances traditionnelles associées aux ressources génétiques."

10. Le paragraphe 6 établit que les informations sur les initiatives de création et de renforcement des capacités prises aux niveaux national, régional et international en application des paragraphes 1 à 5 de l'article 22 doivent être communiquées au Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages afin de favoriser les synergies et la coordination du renforcement et du développement des capacités en matière d'accès et de partage des avantages.

11. De plus, les articles du Protocole portant sur les ressources financières et la sensibilisation sont également pertinents pour le renforcement et le développement des capacités.

12. Le Protocole reconnaît que les ressources financières seront importantes afin de combler de manière adéquate les besoins en renforcement et en développement des capacités. Le paragraphe 2 de l'article 22 prévoit d'ailleurs que « les besoins des pays en développement Parties, en particulier ceux des pays les moins avancés et des petits États insulaires en développement parmi eux, ainsi que des Parties à économie en transition en matière de ressources financières conformément aux dispositions pertinentes de la Convention, seront pleinement pris en compte dans la création et le renforcement des capacités aux fins

de l'application du présent Protocole. » Cette disposition est liée à l'article 25, sur les mécanismes financiers, plus particulièrement le paragraphe 4.³

13. Le paragraphe 3 de l'article 25 établit en outre que la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole tiendra compte du besoin de ressources financières des pays en développement Parties pour le renforcement et le développement des capacités dont il est question à l'article 22 dans ses orientations relatives au renforcement et au développement des capacités aux fins d'examen par la Conférence des Parties.

14. Le plan de travail du Comité intergouvernemental dont il est question dans la décision X/1 comprend l'élaboration d'une orientation pour le mécanisme financier, ainsi que l'élaboration d'une orientation pour la mobilisation des ressources pour l'application du Protocole. Le Comité intergouvernemental se penchera sur ces deux questions.

15. Les activités de sensibilisation contribuent elles aussi au renforcement et au développement des capacités. L'application de l'article 22, sur les capacités, et de l'article 21, sur la sensibilisation, devrait donc être complémentaire et réalisée de manière à assurer le soutien mutuel. L'application de l'article 21 est abordée séparément dans le cadre de cette réunion, au point 5 de l'ordre du jour.

III. SURVOL DES INITIATIVES PRÉCÉDENTES ET ACTUELLES SUR L'ACCÈS ET DE PARTAGE DES AVANTAGES

A. *En vertu de la Convention sur la diversité biologique*

16. La question du renforcement des capacités en matière d'accès et de partage des avantages a été abordée pour la première fois à la cinquième réunion de la Conférence des Parties, en 2000. Dans sa décision V/26, la Conférence des Parties a reconnu que renforcement des capacités en matière d'accès et de partage des avantages devait être développé et que i) l'évaluation et l'inventaire des ressources biologiques de même que la gestion de l'information, ii) les aptitudes à négocier les contrats, iii) les capacités de rédaction juridique afin de développer les mesures d'accès et de partage des avantages et iv) les moyens de protéger les connaissances traditionnelles associées aux ressources génétiques constituaient les principaux besoins en matière de capacités.

17. La première réunion du Groupe de travail spécial à composition non limitée sur l'accès et le partage des avantages, qui a eu lieu en octobre 2001, s'est penchée sur la question du renforcement des capacités et a demandé au Secrétaire exécutif de convoquer un atelier d'experts à composition non limitée, en collaboration avec le Bureau de la Conférence des Parties. L'atelier d'experts sur le renforcement des capacités a eu lieu à Montréal, en décembre 2002, et a élaboré le projet de plan d'action sur le renforcement des capacités en matière d'accès et de partage des avantages (Plan d'action). Le Plan d'action a été adopté par la suite, à la septième réunion de la Conférence des Parties, en février 2004, dans la décision VII/19 F.

18. Le Plan d'action a pour objectif de faciliter et de soutenir le développement et le renforcement des capacités des personnes, des institutions et des communautés à appliquer avec efficacité les dispositions de la Convention portant sur l'accès et le partage des avantages, plus particulièrement les Lignes directrices de Bonn.

19. Le Plan d'action précise les domaines essentiels dans lesquels les capacités doivent être renforcées, notamment les mécanismes, les procédés et les mesures pour l'application du renforcement des capacités dans les domaines essentiels au moyen de mesures nationales, régionales, infrarégionales et à niveaux multiples. Il reconnaît également que les activités de renforcement des capacités doivent être

³ Article 25.4: « Dans le cadre du paragraphe 1 ci-dessus, les Parties tiendront également compte des besoins des pays en développement Parties, en particulier ceux des pays les moins avancés et des petits États insulaires en développement parmi eux, ainsi que ceux des Parties à économie en transition, lorsqu'elles s'efforceront de déterminer et satisfaire leurs besoins en matière de création et de renforcement de capacités aux fins de l'application du Protocole. »

coordonnées avec les différentes parties et tribunes internationales, plus particulièrement le Traité international sur les ressources génétiques pour l'alimentation et l'agriculture et l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI), et encourage les Parties, les gouvernements et les organisations mondiales compétentes à mettre les étapes prises en vue de l'application des mesures de renforcement des capacités à la disposition Centre d'échange de la Convention.

20. Les mesures possibles pour l'application des activités de renforcement des capacités connues sont précisées dans l'annexe au Plan d'action, afin d'aider les pays à fixer des priorités nationales et de faciliter les activités régionales et infrarégionales en se fondant sur l'expérience et les pratiques antérieures. Plusieurs mesures ont été formulées à l'échelle internationale. Le Plan d'action est proposé dans le document d'information UNEP/CBD/ICNP/1/INF/5 afin d'en faciliter la consultation.

21. Le Secrétariat a créé une base de données des activités de renforcement des capacités⁴ après l'adoption du Plan d'action, afin de promouvoir la coordination et l'appui à la communication d'information sur les initiatives de renforcement des capacités. La base de données décrit les projets de renforcement des capacités, leurs objectifs, les activités et les enseignements tirés proposés par les Parties, les gouvernements et les organisations internationales compétentes, y compris les donateurs.

22. Le Plan d'action n'a pas été révisé depuis son adoption par la Conférence des Parties à sa septième réunion, en 2004, et son application n'a pas été évaluée. Les négociations entourant le régime international d'accès et de partage des avantages pourraient expliquer le peu d'attention accordée à son application.

23. Malgré les efforts entrepris pour renforcer les capacités et développer des cadres nationaux et régionaux d'accès et de partage des avantages, la base de données sur les mesures d'accès et de partage des avantages⁵ révèle qu'environ vingt-neuf pays seulement ont déjà en place un cadre législatif d'accès et de partage des avantages plus ou moins complet et vingt pays ont inclus des remarques ou des dispositions sur l'accès et le partage des avantages dans leurs stratégies nationales ou dans leurs lois sur l'environnement et la diversité biologique.

24. Après l'adoption du Protocole de Nagoya, l'accent a été mis sur son entrée en vigueur hâtive et son application. Au paragraphe 13 de sa décision X/1, la Conférence des Parties demande au Secrétaire exécutif de fournir une assistance technique aux Parties, selon la disponibilité des ressources financières, afin de faciliter la ratification hâtive du Protocole et son application. Dans cette même décision, la Conférence des Parties invite le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) à fournir un appui financier aux Parties afin de faciliter la ratification hâtive du Protocole et son application (paragraphe 14).

25. À la suite de cette décision, l'Administrateur du FEM a pris des mesures immédiates pour adopter un projet de moyenne envergure de 1 million \$US mis en œuvre par le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et exécuté par le Secrétariat, afin de hâter l'entrée en vigueur du Protocole de Nagoya. Ce projet est en cours depuis avril 2011. Le Secrétariat a entrepris une série d'activités de sensibilisation et de renforcement des capacités afin de faciliter la ratification hâtive et l'entrée en vigueur du Protocole de Nagoya. Ces activités sont :

a) Séances d'information à l'intention des principaux partenaires et parties prenantes, dont les officiels gouvernementaux de haut niveau, les législateurs nationaux et les organismes compétents des Nations Unies;

b) Convocation, en collaboration avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), de rencontres sur la nécessité d'assurer une ratification hâtive du Protocole de Nagoya dans au moins 100 parlements du monde;

⁴ Voir <https://www.cbd.int/abs/projects.shtml>.

⁵ Voir <https://www.cbd.int/abs/measure/> en date de mars 2011.

c) Intégration d'un volet sur l'accès et le partage des avantages aux ateliers régionaux et infrarégionaux sur les stratégies et plans d'action nationaux prévus en 2011 et 2012;

d) Ateliers de renforcement des capacités à l'intention des correspondants nationaux en matière d'accès et de partage des avantages et des communautés autochtones et locales présentés immédiatement avant les première et deuxième réunions du Comité intergouvernemental et la septième réunion du Groupe de travail spécial à composition non limitée sur l'article 8 j) et les dispositions connexes. Ces ateliers seront organisés en collaboration avec le Secrétariat du Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture afin de faciliter l'application du Protocole de Nagoya et du Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture de manière qu'ils se soutiennent l'un l'autre.

26. De plus, la présidence de la dixième réunion de la Conférence des Parties a constitué le fonds japonais pour la diversité biologique et y a alloué une somme initiale de 10 millions \$US, comme annoncé lors de la réunion de haut niveau de la dixième réunion de la Conférence des Parties. Ce fonds a permis d'entreprendre plusieurs initiatives de renforcement des capacités en convoquant des ateliers régionaux et infrarégionaux sur les stratégies et plans d'action nationaux et le Protocole de Nagoya.⁶ Des séances d'information sur le Protocole de Nagoya ont également été présentées aux missions permanentes de tous les bureaux des Nations Unies, notamment à New York, Genève, Nairobi, Paris et Rome grâce au fonds japonais pour la diversité biologique et en association avec la présidence de la dixième réunion de la Conférence des Parties. Des rencontres seront également organisées avec les représentants diplomatiques aux sièges des Commissions économiques de l'Organisation des Nations Unies (Bangkok, Beyrouth, Addis-Ababa et Santiago de Chile).

B. Portefeuille du FEM relatif aux initiatives de renforcement des capacités en matière d'accès et de partage des avantages

27. En qualité de mécanisme financier désigné, le FEM a été un partenaire régulier des activités de renforcement des capacités en matière d'accès aux ressources génétiques et de partage des avantages. En février 1998, le FEM et le Secrétariat de la Convention ont soumis une note conjointe sur les moyens propres à favoriser le partage juste et équitable des avantages découlant des ressources génétiques : Assistance aux pays en développement Parties à la Convention sur la diversité biologique.⁷ À la suite de cette soumission, la Conférence des Parties a établi le champ d'application du soutien du FEM en matière d'accès aux ressources génétiques et de partage des avantages.⁸

28. La première réponse du FEM a été d'intégrer les mesures d'accès et de partage des avantages aux modalités des activités financement habilitantes. À GEF-4 (2007-2010), la stratégie du domaine d'action primordial et le programme stratégique⁹ sur la diversité biologique, approuvés par le Conseil du FEM en septembre 2007, établissaient le programme opérationnel du renforcement des capacités en matière d'accès et de partage des avantages visant à soutenir la mise sur pied de mesures pour la promotion d'accord concrets d'accès et de partage des avantages qui reconnaissent les principes de base du consentement préalable donné en connaissance de cause et des conditions convenues d'un commun accord de l'accès et du partage des avantages, conformes aux Lignes directrices de Bonn sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation et au Plan d'action sur le renforcement des capacités pour l'accès et le partage des avantages adopté en vertu de la Convention, qui lui est associé. Ce programme stratégique était inclus dans une enveloppe de financement suggérée de 90 millions \$US pour la création, la dissémination et la mise en pratique des bonnes pratiques pour réagir aux situations actuelles et émergentes en matière de diversité biologique.

⁶ La liste des ateliers est publiée sur le site www.cbd.int.

⁷ UNEP/CBD/COP/4/22 (Moyens propres à favoriser le partage juste et équitable des avantages découlant des ressources génétiques : Assistance aux pays en développement Parties à la Convention sur la diversité biologique), 9 février 1998.

⁸ Décision IV/13, paragraphe 8.

⁹ http://www.thegef.org/gef/sites/thegef.org/files/documents/GEF_4_strategy_BD_Oct_2007.pdf

29. Les demandes de financement de l'accès et du partage des avantages ont toutefois été peu nombreuses. Près de cinquante pays ont inclus l'accès et le partage des avantages dans leurs projets d'évaluation des besoins nationaux, mais quelques projets d'envergure seulement ont été proposés. Ces projets n'ont été approuvés que récemment et ne concernent qu'une seule agence d'exécution. Ces projets sont :

a) Renforcement de l'application des régimes d'accès et de partage des avantages en Amérique latine et dans les Caraïbes (2010-2014) (février 2010, PNUE) (0,85 million \$US en subventions du FEM et 0,95 million \$US en cofinancement). Ce projet a pour but d'augmenter la capacité de développement, d'application et d'exécution des dispositions sur l'accès et le partage des avantages et d'améliorer les aptitudes à négocier les accords d'accès et de partage des avantages et les projets de bioprospection en Colombie, au Costa Rica, à Cuba, en République dominicaine, en Équateur, en Guyana, à Panama et au Pérou.¹⁰

b) Renforcement des capacités en matière d'accès et de partage des avantages, et conservation et utilisation durable des plantes médicinales en Éthiopie (2011-2015) (avril 2010, PNUE) (2,18 millions \$US en subventions du FEM et 2,03 millions \$US en cofinancement). Ce projet a pour but d'assurer la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique et des connaissances traditionnelles associées par le biais de la conservation et de l'utilisation durable des plantes médicinales et de l'application efficace d'un régime national révisé en matière d'accès et de partage des avantages.¹¹

c) Soutien au développement et à l'application des politiques d'accès et de partage des avantages en Afrique (2010-2012) (avril 2010, PNUE) (1,18 million \$US en subventions du FEM et 1 million \$US en cofinancement). Ce projet a pour but de développer, d'appliquer et de réviser les cadres de travail en matière d'accès et de partage des avantages au Cameroun, au Kenya, au Madagascar, au Mozambique, au Sénégal et en Afrique du Sud.¹²

d) Renforcement des capacités pour des procédés nationaux d'application des dispositions sur l'accès et le partage des avantages de la Convention sur la diversité biologique harmonisés à l'échelle régionale (2011-2013) (mars 2011, PNUE) (0,75 million \$US en subventions du FEM et 0,75 million en cofinancement). Ce projet de moyenne envergure a pour but de soutenir le développement de cadres de travail nationaux sur l'accès et le partage des avantages dans les pays du Sud-est de l'Asie et de hausser le niveau de conscientisation au Brunéi Darussalam, en Indonésie, au Cambodge, en République démocratique populaire lao, en Malaisie, au Myanmar, aux Philippines, à Singapour, en Thaïlande, au Timor-Leste et au Viet Nam.¹³

e) Renforcement de l'application de la Loi sur la diversité biologique et ses règlements en mettant l'accent sur ses dispositions sur l'accès et le partage des avantages en Inde (2010-2014) (février 2011, PNUE) (3,56 millions \$US en subventions du FEM et 6,28 millions \$US en cofinancement). Ce projet a pour objectif de renforcer les capacités institutionnelles, individuelles et des parties prenantes à appliquer les mesures législatives ainsi que les accords sur l'accès et le partage des avantages.¹⁴

30. La stratégie sur la diversité biologique de la GEF-5 pour la période 2011-2014 est fondée sur les expériences de la GEF-4. Le quatrième objectif de cette stratégie est de renforcer les capacités en matière

¹⁰ Pour de plus amples renseignements sur ce projet : < <http://www.thegef.org/gef/sites/thegef.org/files/documents/document/12-16-11%20Regional%20webdoc.pdf> > .

¹¹ Pour de plus amples renseignements sur ce projet : < <http://gefonline.org/projectDetailsSQL.cfm?projID=4091> > .

¹² Pour de plus amples renseignements sur ce projet : < http://www.thegef.org/gef/sites/thegef.org/files/documents/document/04-14-10%20Council%20document_4.pdf > .

¹³ Pour de plus amples renseignements sur ce projet : < <http://www.thegef.org/gef/sites/thegef.org/files/documents/document/3-1-11%20-%20Webposting.pdf> > .

¹⁴ Pour de plus amples renseignements sur ce projet : < <http://www.thegef.org/gef/sites/thegef.org/files/documents/document/2-23-11%20-%20Webposting.pdf> > .

d'accès et de partage des avantages.¹⁵ Le document de reconstitution de la GEF-5¹⁶ révèle que le soutien initial au renforcement des capacités sera destiné à l'accès et au partage des avantages (la somme de 40 millions \$US, déterminée à partir de la demande antérieure, a été allouée à l'échelle nationale pour cet objectif de la stratégie et le FEM répondra en conséquence à toute demande dépassant les 40 millions \$US) en réponse à l'orientation existante de la Conférence des Parties et émanant d'un régime international convenu à la dixième réunion de la Conférence des Parties, qui est devenu le Protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation. Cette distribution mondiale suggérée sera réalisée au moyen d'allocations versées aux pays en vertu du Système d'allocation transparente des ressources. La reconstitution de la GEF-5 est entrée en vigueur en mars 2011.

31. En dernier lieu, à la trente-neuvième réunion du Conseil du FEM, le membre japonais du Conseil a lancé un appel à l'action concrète en rapport aux buts et aux objectifs établis à la dixième réunion de la Conférence des Parties et a proposé la création d'un fonds d'affectation spéciale pour l'accès et le partage des avantages.¹⁷ Le Conseil a manifesté un grand intérêt à prendre connaissance de la proposition du Japon. Après l'examen de la proposition du projet par le Conseil du FEM pendant la période intersessions, l'Administrateur du FEM a annoncé officiellement la création du Fonds pour l'application du Protocole de Nagoya le 17 mars 2011, qui comprend une contribution initiale du Japon de l'ordre de 12,5 millions \$US. Le Conseil du FEM discutera plus en profondeur des modalités de fonctionnement du nouveau fonds d'affectation spéciale lors de sa quarantième réunion, le 23 mai 2011.

C. Autres initiatives de renforcement des capacités en matière d'accès et de partage des avantages

32. Plusieurs projets de renforcement des capacités ont été amorcés après l'adoption du Plan d'action sur le renforcement des capacités en matière d'accès et de partage des avantages en 2004. Ces projets offrent un soutien général au renforcement des capacités pour le développement de cadres de travail nationaux ou régionaux pour l'application des dispositions sur l'accès et le partage des avantages de la Convention sur la diversité biologique, la sensibilisation et l'amélioration des aptitudes à la négociation en appui aux négociations du régime international. Les projets suivants offrent des exemples des objectifs, des approches utilisées et des mécanismes établis afin de renforcer et de développer les capacités en matière d'accès et de partage des avantages.

Le projet sur l'équité des lois et la diversité biologique de l'UICN¹⁸

33. Le projet sur l'accès et le partage des avantages, financé par le ministère de la Coopération et du Développement économiques (BMZ) de l'Allemagne et mis en œuvre par le Centre du droit de l'environnement de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), porte sur des questions liées à l'application des dispositions sur l'accès et le partage des avantages de la Convention sur la diversité biologique aux niveaux national, régional et international au cours de la période 2003-2005.

34. Le projet avait pour objectifs de i) soutenir le développement d'un régime international d'accès et de partage des avantages efficace par le biais de l'analyse de la recherche et du développement d'outils pratiques pour les délégations, ii) d'effectuer un rapprochement entre le régime international d'accès et de partage des avantages et les régimes, instruments et procédés internationaux existants, iii) de soutenir le développement de mesures, d'instruments, de procédés et de positions nationaux et régionaux sur l'accès et le partage des avantages, et leur application, iv) de soutenir un régime international de droits de propriété intellectuelle des ressources génétiques et v) de définir et de protéger les droits de propriété intellectuelle liés aux ressources génétiques au niveau national.

¹⁵ http://www.thegef.org/gef/sites/thegef.org/files/documents/document/GEF-5_Bio_strategy.pdf

¹⁶ http://www.thegef.org/gef/sites/thegef.org/files/documents/GEF_R5_31_CRP1.pdf

¹⁷ <http://www.thegef.org/gef/sites/thegef.org/files/documents/C.39%20Highlights.Final%20Document%20Nov%2022.pdf>

¹⁸ Voir < <https://www.cbd.int/abs/project.shtml?id=6071> >.

35. L'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) a utilisé les outils de renforcement des capacités et de sensibilisation ci-dessous afin de réaliser ses objectifs :

- a) Publications sur l'accès et le partage des avantages;
- b) Ateliers;
- c) Assistance technique prêtée à des pays choisis afin de développer les lois et les dispositions d'application relatives à l'accès et le partage des avantages;
- d) Constitution d'une équipe d'experts régionaux en travail juridique et en politiques en vue de l'application nationale et multilatérale de l'accès et du partage des avantages;
- e) Développement d'une trousse d'outils pour la création de régimes d'accès et de partage des avantages efficaces aux niveaux national et régional, et l'organisation d'ateliers et d'autres programmes de formation du personnel local sur son utilisation;
- f) Développement d'outils de communication, dont une base de données des lois sur l'accès et le partage des avantages.

36. À la suite de l'adoption du Protocole de Nagoya, le Centre du droit de l'environnement de l'UICN a entrepris le développement d'un guide explicatif du Protocole de Nagoya. Le guide expliquera le texte du Protocole ainsi que les conséquences de l'application des différents articles. Il sera publié en anglais et traduit en français et en espagnol.¹⁹

L'Initiative pour le développement des capacités d'accès et de partage des avantages pour l'Afrique

37. Créée en 2006, l'Initiative pour le développement des capacités en matière d'accès et de partage des avantages pour l'Afrique est une initiative regroupant plusieurs donateurs parrainée par le ministère fédéral allemand de la Coopération et du Développement économiques (BMZ) et mis en œuvre par Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ). Elle a offert un soutien aux gouvernements africains et aux parties prenantes pour le développement et l'application de règlements nationaux en matière d'accès et de partage des avantages tout en développant les capacités des délégués africains pour la négociation du régime international d'accès et de partage des avantages. Bien qu'elle se limite au continent africain, cette initiative représente la tentative la plus complète de renforcer les capacités et de hausser le niveau de conscientisation à l'accès et au partage des avantages.

38. Cette initiative a pour objectifs i) de hausser le niveau de conscientisation des décideurs et des législateurs africains à l'accès et au partage des avantages, plus particulièrement son potentiel d'atténuer la pauvreté et sa nature intersectorielle, ii) de renforcer les connaissances des gouvernements et des parties prenantes compétentes sur les questions liées à l'accès et au partage des avantages et iii) de développer de nouveaux réseaux et de renforcer les réseaux existants d'experts africains en accès et en partage des avantages puisés dans les groupes de parties prenantes compétentes.

39. Plusieurs instruments de renforcement des capacités et de sensibilisation sont utilisés pour réaliser les objectifs ci-dessous :

- a) Ateliers multilatéraux visant à discuter des questions émergentes en matière d'accès et de partage des avantages et à définir les priorités de développement des capacités dans un contexte de participation;
- b) Événements thématiques et/ou d'intérêt pour les parties prenantes;
- c) Transfert de connaissances entre pairs lors d'événements nationaux et locaux réunissant des pays africains ainsi qu'à l'échelle mondiale;

¹⁹ Voir la proposition de l'UICN en réponse à la notification 2010-217 de la Convention sur la diversité biologique, publiée sur le site : <<http://www.cbd.int/icnp1/submissions/>>

- d) Développement des meilleures pratiques en matière d'accès et de partage des avantages avec le secteur privé;
- e) Échange d'information et gestion du savoir au sein des différents groupes de parties prenantes aux niveaux national, panafricain et mondial;
- f) Documents et études techniques visant à définir les priorités, stimuler les discussions de fond et offrir un soutien au processus de décision;
- g) Communications, éducation et sensibilisation du public sur le sujet de l'accès et du partage des avantages;
- h) Réunions préparatoires pour les négociateurs et formation en négociation.²⁰

Projet de cours de formation de groupe sur les bioindustries de l'Agence japonaise de coopération internationale

40. L'agence japonaise de coopération internationale, en collaboration avec l'Association japonaise des bioindustries, offre des cours de formation de groupe sur les bioindustries à l'intention des représentants officiels et des chercheurs des pays en développement depuis plus de vingt ans. Chaque année, de cinq à dix stagiaires sont invités au Japon pour le cours d'une durée de deux mois. Le cours de formation comprend des conférences et des visites sur le terrain, où les stagiaires peuvent acquérir une expérience pratique dans un laboratoire de taxonomie microbienne. Deux cents représentants officiels et chercheurs de 30 pays ont été invités à ce jour à suivre le cours au Japon. Le cours de 2010 a porté une plus grande attention aux questions d'intérêt pour la Convention sur la diversité biologique.²¹

IV. POINTS DE VUE ET INFORMATION RELATIFS AU RENFORCEMENT ET AU DÉVELOPPEMENT DES CAPACITÉS

41. Une synthèse des points de vue et de l'information reçus des Parties, des organisations internationales, des communautés autochtones et locales et des différentes parties prenantes sur le renforcement et le développement des capacités en réponse aux notifications 2010-216 et 2010-217,²² datée du 16 décembre 2010, est présentée dans le document d'information UNEP/CBD/ICNP/1/INF/3. Le Secrétariat avait reçu des contributions de quatorze pays et trois propositions de communautés autochtones et locales au 8 avril 2011.

42. Les propositions reçues sont formulées de différentes façons, portent sur différents aspects du renforcement des capacités, et contiennent des détails plus ou moins abondants.

43. Les propositions ont été regroupées comme suit, selon les différentes facettes du renforcement des capacités abordées, afin de présenter un survol et une synthèse des points de vue exprimés :

- a) Mesures nécessaires pour renforcer les capacités dans les domaines essentiels;
- b) Actions recensées pour soutenir le développement des mesures dans ces domaines;
- c) Mécanismes d'application du renforcement et du développement des capacités, notamment au moyen de mesures nationales, régionales et internationales;
- d) Groupes cibles pour les activités de renforcement et de développement des capacités;
- e) Domaines essentiels nécessitant un renforcement des capacités pour les communautés autochtones et locales et des mécanismes pour appliquer ces activités.

²⁰ Voir < <http://www.abs-africa.info/index.html> >.

²¹ Voir la proposition du Japon en réponse à la notification 2010-216 de la Convention sur la diversité biologique publiée sur le site <<http://www.cbd.int/icnp1/submissions/>>

²² SCBD/ABS/VN/SG/74553.

44. Malgré le faible nombre de propositions reçues et l'absence d'un dénominateur commun, la liste suivante précise les grands points soulevés concernant les besoins en matière d'accès et de partage des avantages :

a) La nécessité de renforcer les ressources humaines et la capacité institutionnelle au niveau national afin de respecter les obligations des Parties en vertu du Protocole de Nagoya est généralement reconnue;

b) Certaines Parties étaient d'avis que la capacité de protéger les connaissances traditionnelles associées aux ressources génétiques et de leur donner une valeur ajoutée était un autre domaine essentiel nécessitant un renforcement des capacités;

c) Il a été souligné qu'il fallait d'abord évaluer, à l'échelle nationale, les mesures existantes en place, les cadres institutionnels et les ressources disponibles avant de développer les cadres de travail nationaux nécessaires au respect des obligations des Parties en vertu du Protocole de Nagoya. Cette démarche permettrait de repérer les lacunes existantes ainsi que les capacités, les arrangements institutionnels et les mesures nécessaires pour respecter les obligations des Parties en vertu du Protocole tout en tenant compte des circonstances nationales;

d) Les besoins de renforcement des capacités suivants ont été mentionnés dans plusieurs propositions : la capacité de développer des mesures nationales et des arrangements institutionnels, les capacités en ressources humaines, la capacité d'évaluer et d'utiliser efficacement le mécanisme de centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages, la capacité d'établir la valeur des ressources génétiques et des connaissances traditionnelles associées, la capacité d'aborder la situation transfrontière et enfin, la capacité nationale en matière de bioprospection;

e) Les besoins particuliers de renforcement des capacités des communautés autochtones et locales ont été soulignés;

f) Il a aussi été généralement reconnu que l'application du Protocole Nagoya exigera la participation d'un vaste éventail de groupes cibles au niveau national (p. ex., des employés gouvernementaux, le secteur privé, la communauté scientifique, les organisations non gouvernementales, les communautés autochtones et locales, etc.) et que par conséquent, ces groupes devraient participer aux efforts de renforcement des capacités;

g) La nécessité de sensibiliser le public à l'accès et au partage des avantages a été mentionnée;

h) Les propositions abordent également la nécessité de trouver le financement nécessaire pour répondre aux besoins de renforcement des capacités.

V. MESURES ET APPROCHES EN MATIÈRE DE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS PRÉCONISÉES PAR D'AUTRES ACCORDS MULTILATÉRAUX SUR L'ENVIRONNEMENT

45. Cette partie fournit des exemples de mesures et d'approches en matière de renforcement des capacités préconisées par d'autres accords multilatéraux sur l'environnement afin d'offrir une certaine orientation quant aux approches à examiner dans le but de renforcer et de développer les capacités en vertu du Protocole de Nagoya.

A. *Renforcement des capacités en vertu du Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques de la Convention sur la diversité biologique*

46. Le renforcement des capacités est un élément important de la mise en œuvre du Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques. Plusieurs outils ont été développés au niveau mondial afin de faciliter les efforts de renforcement des capacités des Parties : a) un plan d'action pour le renforcement des capacités, ii) un mécanisme de coordination, iii) une série d'indicateurs pour évaluer

l'application du Plan d'action et iv) une liste d'experts en prévention des risques biotechnologiques. Cette partie propose d'abord un survol de l'évolution des efforts de renforcement des capacités en vertu du Protocole sur la prévention des risques biotechnologiques, en commençant par le procédé du Comité intergouvernemental pour le Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques jusqu'aux réunions subséquentes de la Conférence des Parties siégeant en tant que Réunion des Parties au Protocole, suivi d'un résumé de certains éléments importants de la méthode de renforcement des capacités utilisée dans le cadre du Protocole.

47. Le renforcement des capacités était une des priorités à l'ordre du jour de la première réunion du Comité international pour le Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques. Il a été décidé à cette réunion de convoquer une réunion d'experts afin de développer des propositions pour l'application des dispositions sur le renforcement des capacités prévues au Protocole. Le Secrétariat a préparé un questionnaire afin de recenser les besoins en renforcement des capacités et ainsi faciliter l'examen de la question par la réunion d'experts. La réunion d'experts a développé une proposition de plan d'action pour le renforcement des capacités que le Comité intergouvernemental pour le Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques a adopté à sa deuxième réunion. À sa troisième réunion, le Comité intergouvernemental a préparé un projet de procédures pour un mécanisme de coordination des initiatives de renforcement des capacités et des lignes directrices intérimaires relatives à une liste d'experts. Au cours de cette même réunion le Comité intergouvernemental a aussi examiné la version préliminaire d'une série d'indicateurs pour la surveillance de la mise en œuvre du Plan d'action.

48. Dans sa décision BS-I/5, la première réunion des Parties au Protocole a adopté le plan d'action pour le renforcement des capacités pour l'application efficace du Protocole sur la prévention des risques biotechnologiques, le mécanisme de coordination et la série d'indicateurs pour la surveillance du Plan d'action. Le Plan d'action et le mécanisme de coordination ont été révisés à la troisième réunion des Parties au Protocole et une version actualisée a été adoptée dans la décision BS-III/3. Les Parties au Protocole ont approuvé une série d'indicateurs révisée à leur quatrième réunion. La cinquième réunion des Parties au Protocole s'est penchée sur le rapport d'avancement de la mise en œuvre du Plan d'action et a décidé que la sixième réunion des Parties au Protocole entreprendrait une nouvelle étude approfondie du Plan d'action. Les Parties au Protocole ont aussi renforcé la liste d'experts établie à la décision EM-I/3 dans leurs décisions BS-III/4 et IV/4.

a) Plan d'action pour le renforcement des capacités pour la mise en œuvre efficace du Protocole sur la prévention des risques biotechnologiques²³

49. Le Plan d'action a pour objectif de faciliter le développement et le renforcement des capacités pour la ratification et la mise en œuvre efficace du Protocole aux niveaux national, infrarégional, régional et mondial dans des délais opportuns tout en offrant un soutien financier, technique et technologique aux pays en développement, dont les pays à économie en transition. Le Plan d'action fournit un cadre stratégique général visant à orienter et à faciliter la définition des besoins et des priorités d'un pays, ainsi que les mesures et les mécanismes d'application et le financement du renforcement des capacités à tous les niveaux.²⁴ Le Plan d'action est appliqué par les Parties et autres gouvernements, les organisations internationales et le Secrétariat.

50. Conformément aux principes directeurs et aux méthodes adoptées, les efforts de renforcement des capacités doivent :

- a) Être dirigés par le pays;
- b) Assurer une appartenance et une direction nationales;
- c) Assurer la participation systématique et opportune de toutes les parties prenantes à la formulation, la planification et la mise en œuvre des projets de renforcement des capacités;

²³ Selon la version actualisée dans la décision BS-III/3.

²⁴ *Idem*, section 1.

- d) Reconnaître que le renforcement des capacités est un processus dynamique, progressif et de longue durée, et favoriser une approche adaptative et d'apprentissage par la pratique;
- e) Maximiser les synergies et la complémentarité des initiatives de renforcement des capacités;
- f) Utiliser une approche axée sur les résultats afin d'obtenir des résultats précis en matière de renforcement des capacités;
- g) Encourager le dialogue de politique avec les donateurs et les organisations, ainsi que la participation de la société civile et du secteur privé;
- h) Utiliser une méthode globale, qui intègre des activités de prévention des risques biotechnologiques aux politiques, stratégies et résultats sectoriels et nationaux;
- i) Encourager le développement et la mise en œuvre d'activités conçues par le pays et utilisant des ressources nationales qui répondent aux besoins et respectent les priorités particuliers des différents pays;
- j) Promouvoir la volonté politique et l'engagement des hauts dirigeants envers l'application du Protocole.²⁵

51. Le Plan d'action met en évidence des éléments importants exigeant des mesures concrètes²⁶ et donne les grandes lignes des principales étapes à entreprendre, notamment : i) définir les besoins en matière de renforcement des capacités, ii) établir les priorités et développer un échéancier, iii) mobiliser les capacités existantes, iv) définir la couverture et les lacunes, v) améliorer l'efficacité des ressources financières fournies par les donateurs, vi) améliorer les synergies et la coordination, vii) développer des indicateurs pour évaluer les mesures de renforcement des capacités et viii) repérer et maximiser les occasions d'utiliser les ressources et d'obtenir des résultats accrus.²⁷

52. Le Plan d'action propose également une liste indicative des activités pour la mise en œuvre des éléments et des procédés recensés, aux niveaux national, régional, infrarégional et international.²⁸ Il comprend des mécanismes de coordination et de surveillance régulière afin d'éviter le dédoublement et de repérer les lacunes.²⁹ Il prévoit aussi la révision du Plan d'action par les Parties tous les cinq ans.³⁰

53. À leur troisième réunion, les Parties au Protocole ont révisé le Plan d'action d'après les résultats d'un questionnaire préparé par le Secrétariat et distribué à toutes les Parties, aux autres gouvernements et aux organisations compétentes.³¹ Le Plan d'action actualisé comprenait les changements suivants :

- a) Une section sur les principes directeurs et les approches fondés sur l'expérience de fonctionnement et les enseignements tirés des procédés antérieurs;
- b) Une disposition prévoyant la révision du Plan d'action tous les cinq ans;
- c) L'annexe proposant un ordonnancement possible des activités aux niveaux national, régional, infrarégional et international a été supprimée.

²⁵ *Idem*, section 2.

²⁶ *Idem*, section 3.

²⁷ *Idem*, section 4.

²⁸ *Idem*, section 5.

²⁹ *Idem*, section 6.

³⁰ *Idem*, section 7.

³¹ Voir <<http://www.cbd.int/doc/meetings/bs/mop-03/information/mop-03-inf-04-en.pdf>>.

54. Voici les principaux résultats et recommandations découlant de l'examen de l'état de la mise en œuvre du Plan d'action entrepris par les troisième, quatrième et cinquième réunions des Parties au Protocole et des évaluations effectuées par d'autres organisations :

- a) La plupart des efforts de renforcement des capacités sont dirigés par les donateurs. Les gouvernements doivent prévoir les activités de prévention des risques biotechnologiques dans leurs budgets nationaux afin d'assurer la pérennité de ces efforts;
- b) Il faut aider les représentants compétents des pays en développement à obtenir une formation approfondie et acquérir une expérience pratique dans les différents domaines scientifiques et techniques;
- c) Il faut hausser le niveau de sensibilisation des parlementaires et des autres décideurs, en particulier aux enjeux de la prévention des risques biotechnologiques, et prendre des mesures pour faciliter la participation efficace du public;
- d) Les ateliers régionaux et infrarégionaux, les échanges bilatéraux d'experts techniques, le développement de sites Web et de bases de données régionaux et de « centres d'excellence » régionaux sont essentiels au renforcement des capacités dans les pays en développement;
- e) À ce jour, les projets ont surtout porté sur le développement de politiques et de régimes de réglementation;
- f) Le cycle actuel de 2 à 5 ans des projets n'est pas suffisant pour assurer des résultats durables. Il faut des projets à plus long terme et une approche par programmes pour renforcer les capacités;
- g) Les pays doivent établir la priorité des enjeux, définir leurs besoins de renforcement des capacités et investir leurs propres ressources afin de profiter davantage de l'assistance internationale;
- h) Il existe un besoin aigu pour une analyse plus sophistiquée des besoins de renforcement des capacités. Les méthodes relativement simples utilisées pour définir les besoins ne permettent pas d'utiliser une approche stratégique vis-à-vis les agences donatrices, les bénéficiaires, les éducateurs et les organisations internationales;
- i) Les projets doivent se défaire de leur grande dépendance envers les ateliers comme mécanisme de prestation principal. Il faut des méthodes innovatrices et ciblées qui mettent notamment l'accent sur l'apprentissage par la pratique et les méthodes itératives afin de concevoir et de présenter la formation.³²

55. De façon générale, le Plan d'action s'est avéré utile en fournissant un cadre stratégique pour les efforts de renforcement des capacités aux niveaux national, infrarégional, régional et mondial. Plusieurs projets de renforcement des capacités de prévention des risques biotechnologiques reposent directement sur les éléments et procédés du Plan d'action.

b) Mécanisme de coordination du renforcement des capacités³³

56. Le mécanisme de coordination du renforcement des capacités est un autre élément important de l'approche stratégique pour le renforcement des capacités du Protocole de Cartagena. Il a pour objectif de faciliter l'échange d'information afin de promouvoir une alliance et des synergies entre les différentes initiatives de renforcement des capacités entreprises en appui au Plan d'action³⁴. Le mécanisme de

³² Voir le rapport Évaluation par les experts de l'efficacité des différentes méthodes de renforcement des capacités de prévention des risques biotechnologiques : Définition des meilleures pratiques et des enseignements tirés, septembre 2010, document UNEP/CBD/BS/COP-MOP/5/INF/9.

³³ Décision BS-I/5, annexe IV.

³⁴ *Idem*, section A.

coordination se veut facilitateur, facilement accessible, ouvert aux parties prenantes intéressées et un complément aux initiatives de coordination existantes.³⁵

57. Le mécanisme de coordination comprend cinq éléments :³⁶

a) Un groupe de liaison : Un petit groupe spécial formé d'experts servant à titre individuel qui fournit au Secrétaire exécutif des conseils d'experts sur les façons d'améliorer la coordination et la mise en œuvre du Plan d'action. Il échange des idées et fournit des conseils sur les approches stratégiques globales;

b) Une base de données sur le renforcement des capacités de prévention des risques biotechnologique maintenue et accessible par l'entremise du Centre d'échange sur la prévention des risques biotechnologiques;

c) Des mécanismes de partage d'information et de réseautage administrés par le centre d'échange sur la prévention des risques biotechnologiques. Cet élément regroupe deux composantes :

i) Centre d'information sur la prévention des risques biotechnologiques : Une « bibliothèque virtuelle » comprenant des catalogues d'information, des données scientifiques et du matériel-ressource sur le renforcement produits par différents gouvernements et organisations;

ii) Réseau de renforcement des capacités de prévention des risques biotechnologiques : Une plateforme qui met en lien les gens des agences gouvernementales, des institutions de recherche et des autres organisations compétentes afin de dialoguer et d'échanger des points de vue au moyen d'outils en ligne.

d) Des ateliers et réunions de coordination organisés par le Secrétariat et offrant une tribune où les représentants des agences gouvernementales, les donateurs et les organisations compétentes participant au renforcement des capacités peuvent se rencontrer en personne dans un contexte informel afin d'échanger de l'information et des enseignements tirés;

e) Un mécanisme de communication de l'information par le biais de bases de données de rapports sur le renforcement des capacités maintenues par le centre d'échange sur la prévention des risques biotechnologiques et offrant des liens à d'autres bases de données, lorsque c'est possible. Le mécanisme de communication de l'information comprend des rapports d'avancement sur la mise en œuvre du Plan d'action et des rapports volontaires préparés par des organisations compétentes, dont des rapports d'avancement de projets, des évaluations de fin de cycle et des études de cas ou des enseignements tirés, entre autres.

58. Le mécanisme de coordination est administré par le Secrétaire exécutif.³⁷ Le Secrétariat conserve les bases de données sur le renforcement des capacités au centre d'échange sur la prévention des risques biotechnologiques, organise les réunions des groupes de liaison et de coordination, maintient le centre d'information sur la prévention des risques biotechnologiques et administre la tribune de renforcement des capacités.

59. Le paragraphe 23 de la décision BS-I/5, qui adopte le mécanisme de coordination, exhorte les Parties, les autres gouvernements et les organisations compétentes à mettre sur pied des mécanismes de coordination nationaux ou régionaux.³⁸

³⁵ *Idem*, section B.

³⁶ *Idem*, section C.

³⁷ *Idem*, paragraphe 23.

³⁸ Réitéré aux paragraphes 14 et 20 de la décision BS-III/3.

60. Le mécanisme de coordination a connu plus ou moins de succès. Les bases de données du centre d'échange sur la prévention des risques biotechnologiques regroupent plus de 300 articles sur des projets de renforcement des capacités et interventions à court terme et 50 articles sur des formations menant à une reconnaissance universitaire. En outre, plus de 1 000 publications, articles de matériel audiovisuel, liens à des bases de données et autres ressources ont été enregistrés au centre d'échange sur la prévention des risques biotechnologiques. De plus, six réunions de coordination à l'intention des gouvernements et des organisations participant à l'application et/ou le financement des activités de renforcement des capacités en matière de prévention des risques biotechnologiques, trois réunions de coordination à l'intention des institutions universitaires offrant une formation et une instruction en prévention des risques biotechnologiques et huit réunions du groupe de liaison ont été organisées.

61. Dans les faits, le mécanisme de communication de l'information dont il est question à l'alinéa e) ci-dessus a été difficile à opérationnaliser. Une disposition sur la communication a donc été ajoutée à l'information à soumettre à la base de données sur le renforcement des capacités. Le réseau de renforcement des capacités en matière de prévention des risques biotechnologiques n'a pas été utilisé de manière efficace. Quelques individus seulement ont utilisé le portail de collaboration sur le renforcement des capacités mis sur pied par le Secrétariat et le centre d'échange sur la prévention des risques biotechnologiques afin de dialoguer et d'échanger des points de vue et de l'information. Il demeure néanmoins un outil utile pour améliorer la coordination et les synergies.

c) Série d'indicateurs de surveillance de l'application du Plan d'action³⁹

62. La première réunion des Parties au Protocole a approuvé une série d'indicateurs préliminaires accompagnant le mécanisme de coordination et le Plan d'action, et visant à aider les Parties à suivre les progrès dans la mise en œuvre du Plan d'action. Ils sont réunis en quatre grandes catégories :

- a) Les indicateurs d'existence pour déterminer si les capacités existent ou non;
- b) Les indicateurs d'état, comprenant les valeurs réelles d'un paramètre donné, autant les valeurs quantitatives que qualitatives;
- c) Les indicateurs de changement, qui montrent les variations d'un indicateur donné;
- d) Les indicateurs de progrès vers un point final.

63. La quatrième réunion des Parties au Protocole a adopté une série d'indicateurs révisée. Ces indicateurs seront examinés de nouveau à la sixième réunion en tenant compte de l'expérience opérationnelle acquise par les Parties dans l'application des indicateurs.

B. Le Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture

64. Le renforcement des capacités est vu sous deux dimensions dans le cadre du Traité. Premièrement, le renforcement des capacités est un des mécanismes servant à faire connaître les avantages découlant de l'utilisation des ressources génétiques pour l'alimentation et l'agriculture en vertu du système multilatéral d'accès et de partage des avantages. Cet aspect des capacités est mis en œuvre grâce au fonds pour le partage des avantages, conformément au paragraphe 2 c) de l'article 13 du Traité. Deuxièmement, le renforcement des capacités est essentiel à l'application pleine et entière du Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture, conformément au paragraphe 3 de l'article 19.⁴⁰

65. Le paragraphe 13 de la résolution 1/2006 de 2006 de la stratégie de financement invite les Parties à fournir de l'information sur leurs plans et programmes de renforcement des capacités relatives aux ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture. À cette époque, le Secrétariat a distribué

³⁹ Selon la révision effectuée à la décision BS-IV/3, annexe.

⁴⁰ Voir la Justification et structure opérationnelle du mécanisme de coordination du renforcement des capacités dans le document IT/CBCM-1/08/2.

un questionnaire aux Parties portant sur les capacités dont ils avaient besoin pour appliquer le Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture. Le questionnaire représentait la première démarche systématique en matière de renforcement des capacités et avait pour objet de définir les besoins, les choix et les moyens d'obtenir les capacités requises et les éléments d'un mécanisme de coordination. Les résultats de l'enquête ont mis en évidence trois grandes catégories pour l'application efficace du Traité : a) la consultation, la collecte d'information et la sensibilisation; b) les mesures juridiques et réglementaires et c) les mesures opérationnelles et administratives.⁴¹

66. Dans ce contexte, le Secrétariat du Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture, la FAO et Biodiversity International ont créé le Programme mixte de renforcement des capacités pour les pays en développement afin d'offrir de l'assistance pour l'application du Traité international. De plus l'organe directeur a créé le mécanisme de coordination du renforcement des capacités dans la résolution 3/2007 afin que les capacités soient constituées d'une manière cohérente, coordonnée, équitable et régionalement équilibrée, et qu'elles correspondent aux besoins réels des parties contractantes et des parties prenantes, selon l'orientation donnée par l'organe directeur.

67. Des activités supplémentaires de renforcement des capacités sont prévues dans le cadre du mémoire d'entente signé entre les secrétariats du Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture et de la Convention sur la diversité biologique, notamment un atelier mixte, afin d'appuyer l'application du Protocole de Nagoya et le Traité international de façon qu'ils se soutiennent l'un l'autre.

68. La résolution 8/2011 adoptée lors de la quatrième session de l'organisme directeur reconnaît l'importance de resserrer la collaboration et les synergies entre le Traité international et la Convention, et prie le Secrétaire du Traité international d'examiner plus en profondeur les moyens pratiques et les activités pouvant favoriser cette coopération, notamment le renforcement des capacités en matière d'accès et de partage des avantages dans le contexte des ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture, et l'organisation d'ateliers, de séminaires et autres événements, la coordination de l'assistance technique et l'échange d'information.

Le programme mixte de renforcement des capacités

69. Le programme mixte de renforcement des capacités a pour objectifs a) d'améliorer les connaissances des gouvernements nationaux et des parties prenantes sur les questions sous-jacentes à l'application du Traité international sur les ressources génétiques pour l'alimentation et l'agriculture et plus particulièrement du Système multilatéral d'accès et de partage des avantages et b) de développer des infrastructures institutionnelles, juridiques et administratives améliorées pour le fonctionnement du Système multilatéral d'accès et de partage des avantages.⁴²

70. Le programme a mis l'accent sur deux catégories d'activités au cours des deux premières années (2008-2009) :

a) Une série d'ateliers régionaux a été présentée afin de sensibiliser les décideurs et les autres parties prenantes, et de discuter d'une coordination régionale possible des efforts pour mettre en œuvre le Système multilatéral de renforcement des capacités et de préparer le terrain pour l'assistance au niveau national. Les ateliers ont été organisés en étroite collaboration avec les organisations régionales reconnues.

b) Une assistance technique et des ateliers pour certains pays choisis. Des experts du programme ont préparé un projet de recommandations techniques sur les questions juridiques et

⁴¹ Voir l'Enquête sur les besoins et les priorités de renforcement des capacités pour l'application du Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture, dans le document IT/CBCM-1/08/3, et le Rapport de la première réunion du mécanisme de renforcement des capacités pour l'application du Traité international (mai 2008), dans le document IT/CBCM-1/08/Report.

⁴² Voir < http://www.itpgrfa.net/International/sites/default/files/jicbp_10.pdf >.

administratives, comprenant un projet de mesures administratives ou juridiques, à l'intention des gouvernements nationaux. De plus, des ateliers régionaux ont été organisés afin de hausser le niveau de conscientisation au Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture, consulter les parties prenantes compétentes et examiner le projet de recommandations techniques.⁴³

71. La prochaine étape des activités portera sur les éléments suivants du programme :

- a) Sensibilisation aux procédés du Système multilatéral de renforcement des capacités;
- b) Assistance technique pour la mise en œuvre des mesures juridiques et administratives établies dans la première étape du programme;
- c) Coopération avec les centres internationaux de recherche agricole du Groupe consultatif sur la recherche agricole internationale et autres signataires d'accords dans le contexte de l'article 15 du Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture concernant les collections *in situ*.

Mécanisme de coordination du renforcement des capacités

72. Le mécanisme de coordination du renforcement des capacités est un regroupement d'organisations et d'institutions offrant un renforcement des capacités qui sert de point de convergence pour l'échange d'information et la coordination d'initiatives de renforcement des capacités aux fins d'application du Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture aux niveaux national et régional.

73. Le mécanisme de coordination du renforcement des capacités facilite la communication des besoins et des priorités aux organisations et aux institutions offrant un renforcement des capacités. Ces besoins et priorités sont recensés au moyen d'évaluations périodiques des besoins des parties contractantes menées par le Secrétariat et à la demande des pays et des communautés.

74. Les réunions du mécanisme de coordination du renforcement des capacités favorisent la prise d'inventaire des expériences de renforcement des capacités antérieures et en cours et, par voie de conséquence, facilitent a) le recensement des lacunes dans la couverture géographique et thématique des initiatives de renforcement des capacités, b) le recensement des meilleures pratiques et méthodes de planifier, mettre en œuvre, surveiller et évaluer les initiatives de renforcement des capacités et c) les moyens et méthodes de relever les défis, d'éliminer les obstacles et de trouver des solutions.⁴⁴

75. Voici quelques conclusions tirées de la première réunion du mécanisme de coordination du renforcement des capacités en ce qui concerne les activités de renforcement des capacités existantes ou prévues :

- a) Le renforcement des capacités pour l'application du Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture est très récent et dans certains cas, en est encore à l'étape de la planification;
- b) Le renforcement des capacités pour l'application du Traité international est souvent intégré aux activités de renforcement des capacités pour des activités d'ordre général telles que les droits de propriété ou l'accès et le partage des avantages;
- c) La plupart des activités en cours portent sur la diffusion d'information et la formation, et moins sur l'assistance technique et juridique;

⁴³ *Idem*.

⁴⁴ Voir Justification et structure opérationnelle du mécanisme de coordination du renforcement des capacités, dans le document IT/CBCM-1/08/2.

d) La plupart des activités de renforcement des capacités visent un ou plusieurs domaines importants tels que les droits des cultivateurs, la conservation et l'utilisation durable des ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture ou le Système multilatéral d'accès et de partage des avantages;

e) L'offre de renforcement des capacités n'est pas à la hauteur de la demande. La coordination vise donc davantage à mettre sur pied des partenariats de collaboration afin de favoriser le regroupement des ressources et de l'expertise que d'éviter le doublement.⁴⁵

76. La première réunion du mécanisme de coordination du renforcement des capacités a aussi examiné les éléments suivants afin d'améliorer la coordination du renforcement des capacités :

a) Le développement d'une infolettre électronique sur les initiatives de renforcement des capacités, tant du point de vue des questions de fond que des questions opérationnelles;

b) Un serveur de liste de diffusion et une page Web dédiée;

c) Le développement d'indicateurs pour prouver aux donateurs que les besoins réels des parties prenantes sont satisfaits;

d) Une liste d'experts travaillant au renforcement des capacités.⁴⁶

VI. CONCLUSIONS ET MOTIFS JUSTIFIANT UNE APPROCHE STRATÉGIQUE POUR AIDER AU RENFORCEMENT ET AU DÉVELOPPEMENT DES CAPACITÉS EN MATIÈRE D'ACCÈS ET DE PARTAGE DES AVANTAGES EN VERTU DU PROTOCOLE DE NAGOYA

77. Le Plan d'action sur le renforcement des capacités en matière d'accès et de partage des avantages adopté par le Conférence des Parties en 2004 a constitué la première tentative de développer une approche stratégique pour le renforcement des capacités en matière d'accès et de partage des avantages en vertu de la Convention. Le manque de ressources financières a toutefois nui à son application pleine et entière. De plus, le Secrétariat n'a pas reçu les moyens nécessaires pour jouer son rôle de facilitateur.

78. Avant l'adoption du Protocole de Nagoya, les projets de renforcement des capacités en matière d'accès et de partage des avantages portaient généralement sur la capacité de développer des cadres nationaux ou régionaux pour l'application des dispositions sur l'accès et le partage des avantages de la Convention, de hausser le niveau de conscientisation et de négocier le régime international. Plusieurs approches et mécanismes ont été utilisés dans ces projets pour renforcer et développer les capacités.

79. Aucune conclusion générale ne peut être tirée en raison du faible nombre de propositions reçues sur le renforcement et le développement des capacités et des différences conceptuelles dans la formulation des propositions. Par contre, l'information communiquée sera utile pour le développement plus poussé de mesures pour aider au renforcement et au développement de capacités en matière d'accès et de partage des avantages en vertu du Protocole de Nagoya.

80. Le renforcement des capacités a joué un rôle déterminant dans l'application du Protocole de Cartagena. Plusieurs outils et mécanismes ont été développés au niveau mondial afin de faciliter les efforts de renforcement des capacités des Parties, notamment : a) un plan d'action pour le renforcement des capacités, b) un mécanisme de coordination et c) une série d'indicateurs pour évaluer l'application du Plan d'action.

81. Le renforcement des capacités a été abordé de deux façons dans le cadre du Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture : premièrement en tant que

⁴⁵ Voir le Rapport de la première réunion du mécanisme de renforcement des capacités pour l'application du Traité international (mai 2008), dans le document IT/CBCM-1/08/Report.

⁴⁶ *Idem*.

mécanisme de partage des avantages dans le contexte du fonds de partage des avantages du Système multilatéral et deuxièmement par le biais d'un programme mixte de renforcement des capacités visant à améliorer l'application globale du Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture et plus particulièrement du Système multilatéral. Les initiatives de renforcement des capacités sont coordonnées grâce à un mécanisme de coordination. L'assistance de politiques et juridique est une des priorités des initiatives de renforcement des capacités pour l'application du Traité international.

82. Les Parties devront adopter des mesures pour l'application du Protocole de Nagoya qui leur permettront de respecter leurs obligations en vertu du Protocole. Certains pays devront réviser et développer davantage leur cadre juridique dans le contexte du Protocole de Nagoya et d'autres devront développer et adopter de nouvelles mesures législatives, administratives et de politique.

83. De plus, l'application efficace du Protocole exigera des efforts exhaustifs de développement et de renforcement des capacités afin que le Protocole et les cadres nationaux développés atteignent leurs objectifs et que ceux-ci se concrétisent sur le terrain. De plus, une méthode complète et coordonnée de renforcement des capacités en matière d'accès et de partage des avantages pourrait être nécessaire afin d'assurer une efficacité et une efficience maximums des efforts de renforcement des capacités et ainsi satisfaire à ces besoins.

84. Le développement d'une démarche stratégique pour aider au renforcement des capacités, au développement des capacités et au renforcement des ressources humaines et des capacités institutionnelles dans les pays en développement Parties et les Parties à économie en transition pourrait offrir un cadre d'action approprié tout en facilitant les efforts de coopération des Parties, conformément à l'article 22.1 du Protocole de Nagoya. Il pourrait diriger et faciliter la définition des besoins, des priorités et des mécanismes du pays, et offrir un cadre pour la mise en œuvre des efforts de renforcement des capacités aux niveaux national, régional et international.

85. Les éléments mentionnés à l'article 22 devraient entrer en ligne de compte dans le développement d'une approche stratégique pour le renforcement et le développement des capacités pour soutenir la mise en œuvre du Protocole de Nagoya. Ces éléments sont :

- a) La définition des domaines essentiels de renforcement et de développement des capacités conformément à l'article 22,4;
- b) La définition des mesures nécessaires pour renforcer les capacités dans les principaux secteurs en tenant compte du paragraphe 5 de l'article 22;
- c) La participation des institutions et des organisations mondiales, régionales, infrarégionales et nationales existantes (article 22.1);
- d) La participation des communautés autochtones et locales, ainsi que des parties prenantes compétentes, dont les organisations non gouvernementales et le secteur privé (article 22.1);
- e) La prise en compte du besoin de ressources financières des pays en développement Parties et des Parties à économie en transition (article 22.2);
- f) L'utilisation des autoévaluations des capacités nationales, y compris les besoins de capacités et les priorités des communautés autochtones et locales, et des parties prenantes compétentes définis par celles-ci, conformément à l'article 22.3. comme fondement pour l'application de l'approche stratégique;
- g) Une obligation de faire rapport sur les initiatives entreprises à différents niveaux par l'entremise du centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages en tant que mécanisme pour la promotion de la coordination et des synergies (article 26).

86. La question de la sensibilisation est abordée séparément au point 5 de l'ordre du jour, malgré son lien étroit avec le renforcement des capacités. Il sera toutefois important de s'assurer que la stratégie de

sensibilisation proposée dans le document UNEP/CBD/ICNP/1/5 aux fins d'examen par le Comité intergouvernemental soit un complément à l'approche de renforcement des capacités développée.

87. L'expérience antérieure en renforcement des capacités en matière d'accès et de partage des avantages, notamment le Plan d'action pour le renforcement des capacités en matière d'accès et de partage des avantages,⁴⁷ l'expérience recueillie auprès d'autres tribunes internationales telles que le Protocole sur la prévention des risques biotechnologiques et le Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture, ainsi que les points de vue et l'information fournis sur le renforcement et le développement des capacités, pourraient offrir un fondement utile pour le développement d'une approche stratégique pour l'obtention des capacités nécessaires pour soutenir la mise en œuvre du Protocole de Nagoya conformément à l'article 22 du Protocole.

88. À partir de ce qui précède, l'approche stratégique pourrait comprendre les éléments suivants :

- a) *Objectifs;*
- b) *Principes directeurs et approches,* y compris ce qui est prévu à l'article 22. L'expérience et les enseignements tirés du renforcement des capacités en matière d'accès et de partage des avantages, ainsi que les expériences acquises par d'autres tribunes pourraient offrir une orientation utile concernant les principes et les approches pour le renforcement des capacités;
- c) *Domaines essentiels de renforcement des capacités,* en tenant compte des domaines mentionnés à l'article 22.4. Les points de vue et l'information reçus sur la question peuvent aider à recenser d'autres domaines essentiels;
- d) *Définition des mesures de renforcement ou de développement des capacités dans les domaines essentiels,* en tenant compte des mesures mentionnées à l'article 22.5. Les points de vue et l'information reçus sur la question et le Plan d'action sur le renforcement des capacités en matière d'accès et de partage des avantages pourraient fournir une liste indicative préliminaire;
- e) *Mécanismes d'application du renforcement des capacités dans les domaines essentiels.* Les points de vue et l'information reçus sur la question et le Plan d'action sur le renforcement des capacités en matière d'accès et de partage des avantages pourraient aider à l'examen de cet élément;
- f) *Un mécanisme de coordination.* D'autres éléments pourraient être incorporés en plus de l'obligation de communiquer des informations sur les initiatives de renforcement et de développement des capacités au Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages (paragraphe 6 de l'article 22). Le mécanisme de coordination adopté en vertu du Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture et du Protocole de Cartagena pourrait fournir des éléments de discussion;
- g) *Surveillance et examen.* L'approche stratégique pourrait aussi inclure le développement d'une série d'indicateurs de surveillance de son application dans le but d'en faciliter l'évaluation et d'évaluer les répercussions des activités de renforcement des capacités en matière d'accès et de partage des avantages. L'examen périodique de l'approche stratégique pourrait offrir la souplesse nécessaire pour l'adapter selon l'expérience acquise et les enseignements tirés. Cette approche préconisée par le Protocole de Cartagena pourrait offrir une base pour l'examen;
- h) *Définition d'un ordonnancement possible des mesures pour la mise en œuvre des activités :* La proposition d'un ordonnancement des activités fondé sur les éléments d'une approche stratégique pourrait aider les pays à définir les priorités et à fixer un échéancier tout en aidant à développer une approche complète et cohérente pour le renforcement des capacités en matière d'accès et de partage des avantages avec la pleine participation des communautés autochtones et locales, ainsi que

⁴⁷ Le Plan d'action est proposé dans le document d'information UNEP/CBD/ICNP/1/INF/5 afin d'en faciliter la consultation.

des parties prenantes compétentes. Les points de vue et l'information reçus sur la question et le Plan d'action sur le renforcement des capacités en matière d'accès et de partage des avantages pourraient offrir une orientation pour cette question;

i) *Autres éléments possibles.* L'expérience acquise en renforcement des capacités dans d'autres tribunes pourrait aider à définir d'autres éléments possibles à incorporer à une approche stratégique pour le renforcement et le développement des capacités en tenant compte des résultats des discussions du Comité intergouvernemental.

89. Compte tenu du faible nombre de propositions reçues concernant le renforcement et le développement des capacités, le développement plus poussé d'une approche stratégique pourrait exiger la collecte d'information auprès d'un plus large éventail de Parties selon une démarche structurée ciblant les approches qui contribueraient le plus à l'atteinte des objectifs. À cet égard, le Secrétariat pourrait développer un questionnaire sur les éléments possibles d'une approche stratégique en tenant compte des résultats des discussions du Comité intergouvernemental.

VII. POINTS À PRENDRE EN CONSIDÉRATION

90. Le Comité intergouvernemental pourrait souhaiter examiner le développement d'une approche stratégique pour les capacités conformément à l'article 22 en se fondant sur les éléments définis dans la partie VI.

91. Le Comité intergouvernemental pourrait souhaiter définir un procédé qui aborderait de manière plus poussée la question des capacités conformément à l'article 22 du Protocole, avant la première réunion des Parties au Protocole en :

a) Invitant les Parties, les organisations internationales, les communautés autochtones et locales et les parties prenantes compétentes à communiquer par écrit au Secrétaire exécutif leurs points de vue et de l'information sur les éléments d'une approche stratégique pour le renforcement et le développement des capacités en répondant au questionnaire que développera le Secrétariat à partir des résultats des discussions du Comité intergouvernemental sur les éléments possibles d'une approche stratégique pour le renforcement et le développement des capacités;

b) Priant le Secrétaire exécutif de convoquer, selon la disponibilité des ressources, une réunion d'experts afin de développer l'approche stratégique de manière plus approfondie, dans le but de soumettre les résultats de la réunion d'experts à la deuxième réunion du Comité intergouvernemental aux fins d'examen;

c) Priant le Secrétaire exécutif de préparer un rapport de synthèse des points de vue et de l'information reçus en réponse au questionnaire mentionné ci-dessus sur les éléments d'une approche stratégique pour le renforcement et le développement des capacités, aux fins d'examen par la réunion d'experts comme fondement pour ses discussions

d) Invitant les Parties, les autres gouvernements et les organisations compétentes à fournir un soutien financier pour l'organisation de la réunion d'experts.
